



République Française  
Département du Pas de Calais  
- :: -

Arrondissement de Béthune  
- :: -

**COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE**  
- :: -  
**DELEGATION GÉNÉRALE DU MAIRE**  
- :: -  
**Encaissement sinistre rue Raoul Briquet**  
- :: -  
**DECISION DU MAIRE N° 2026-036**  
- :: -

**Le Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière,**

**Vu le Code général des collectivités territoriales,**

**Vu la délibération du Conseil municipal n° 2020-06 en date du 5 juillet 2020, visée en sous-préfecture de Béthune le 10 juillet 2020, consentant à Monsieur Ludovic PAJOT, Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière, pour la durée totale de son mandat, une délégation générale pour effectuer, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales, divers actes d'administration, et notamment l'alinéa 6 .**

**Considérant** qu'en date du 4 décembre 2024, le véhicule immatriculé GE-709-LA a accidentellement percuté un poteau équipé d'une caméra de vidéosurveillance situé rue Raoul Briquet,

**Considérant** que la commune a établi un recours direct auprès de « DIRECT ASSURANCES », assureur du tiers responsable,

**Considérant** que « DIRECT ASSURANCES » présente une indemnisation par chèque à hauteur de 2116.12€

**D E C I D E :**

**Article 1 :** Que la commune de BRUAY-LA-BUISSIÈRE procède à l'encaissement de la somme de 2116.12 € en règlement de ce sinistre auprès de "DIRECT ASSURANCES".

**Article 2 :** La présente décision du Maire peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Elle peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire de la présente décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors

être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au recours gracieux. Une absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

Publiée conformément à l'article L.2122-29 du Code général des collectivités territoriales,

Certifiée conforme,